



Kenya : Une période charnière pour franchir le cap

En bref

Le Kenya est un pays complexe : classé dans les pays à faible revenu, il tente de surmonter les divisions du passé et aspire à rejoindre les pays à revenu intermédiaire à l'horizon 2013. Alors qu'il n'a connu depuis son indépendance que deux périodes de croissance de son produit intérieur brut (PIB) supérieure à 5 % pendant trois années consécutives, ses fondamentaux économiques s'améliorent sous l'effet des réformes engagées depuis 2000. À une phase charnière de son évolution, le Kenya pourrait être en passe de basculer dans une période de croissance soutenue. S'il parvient à maintenir un rythme annuel de 6 % pendant cette phase transitoire, le Kenya entrera dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire (revenu par habitant de 1 000 dollars) en 2020.

- Entre 2004 et 2011, l'Association internationale de développement (IDA) a financé la remise en état de tronçons du « corridor Nord », vital pour les échanges du pays (il relie le port de Mombasa aux pays voisins) : le trajet de 750 km entre Mombasa et Timboroa ne dure désormais plus que 9 heures, contre 14,5 heures auparavant.
- Entre 2009 et 2011, l'IDA a contribué au raccordement au réseau électrique de 350 000 ménages (constitués en moyenne de cinq personnes) et à la construction de 1 200 km de lignes de transmission et de distribution.
- Entre 2007 et 2011, le taux d'accès à des sources d'eau améliorée pour les populations des zones couvertes par les projets financés par l'IDA est passé de 27 à 50 %, l'accès à des services améliorés d'assainissement passant lui de 10 à 20 %.
- Sur l'exercice 2010-2011, plus de 25,3 millions de Kenyans, dont une moitié de femmes, ont bénéficié directement des activités du programme de soutien au secteur de la santé financé par l'IDA. Près d'un million d'enfants ont reçu une vaccination complète avant leur premier anniversaire (<https://opendata.go.ke/> (a)).

Défi

De graves problèmes structurels brident la croissance kenyane. Les exportations ne sont pas à la hauteur des attentes, et cela en raison de plusieurs facteurs : failles logistiques au port de Mombasa, inadéquation et cherté de l'approvisionnement énergétique, réseaux de transport

+ de résultats



350 000

insuffisamment développés, obsolescence des règles commerciales ou encore manque de mesures décisives pour endiguer la corruption. Pour toutes ces raisons, le Kenya est bien trop cher pour les investisseurs internationaux, surtout dans le secteur manufacturier, malgré des coûts de main-d'œuvre inférieurs à ceux de l'Asie émergente.

Si le Kenya possède des secteurs d'activités compétitifs à l'échelle mondiale — thé, tourisme, horticulture notamment — il s'est montré trop frileux face au développement de nouvelles activités telles que la production textile ou chimique où il dispose pourtant d'un certain potentiel. En outre, la société kenyane est en pleine mutation structurelle, avec un déplacement croissant de la population du monde rural vers les villes, dont la gestion, en tant que pôles de croissance traditionnels, mobilise l'attention.

De l'avis général, le pays doit surtout résoudre ses problèmes de gouvernance. Si les résultats sont bons sur le plan de la gouvernance économique — gestion microéconomique et budgétaire, liberté d'expression, transparence, fonction publique, qualité des réglementations et mobilisation des ressources — c'est loin d'être le cas pour la gouvernance politique (État de droit et lutte contre la corruption notamment).

Démarche

En avril 2010, le Conseil des Administrateurs de la Banque mondiale a examiné un nouveau partenariat stratégique avec le Kenya dont l'objectif est d'amorcer la poursuite de la transformation engagée et de permettre au pays d'accéder au statut de pays à revenu intermédiaire. Pendant la durée de ce nouveau partenariat, le Groupe de la Banque mondiale entend contribuer à l'avènement d'une croissance sans exclus en soutenant des activités visant à i) libérer le potentiel économique du pays ; ii) réduire les inégalités et l'exclusion sociale ; et iii) remédier aux contraintes de ressources et aux défis environnementaux.

Le Kenya n'est pas tributaire de l'aide étrangère, celle-ci ne représentant que 10 % environ du budget national. Mais, comme cette aide se concentre essentiellement dans le budget de développement du gouvernement, son impact peut être démesurément important. C'est pourquoi l'IDA s'efforce de mobiliser son expertise et sa participation financière limitée pour tirer le meilleur parti des dotations de l'État et d'autres bailleurs de fonds. Mais face aux risques de mauvaise gouvernance, son portefeuille se compose exclusivement de prêts d'investissement.

Le Kenya a conservé un niveau de change compétitif, su endiguer l'inflation et fait preuve de responsabilité dans la gestion de sa dette, malgré un contexte international particulièrement tendu. L'offre de l'IDA en matière de concertation sur les politiques publiques et d'assistance technique vise à s'assurer de la bonne gestion budgétaire, monétaire et financière.

Résultats

L'IDA soutient le projet du gouvernement de renforcer les échanges et le trafic dans le port de Mombasa, aux postes frontière intérieurs et le long de la route et du couloir ferroviaire qui relie Mombasa à l'Ouganda et au-delà (le premier axe de transport de l'Afrique de l'Est). La durée moyenne du trajet entre Mombasa et la frontière ougandaise s'est améliorée : en 2004, il fallait 14,5 heures pour franchir les 750 km de route séparant Mombasa de Timboroa sur le « corridor Nord », vital pour les échanges (il relie le port de Mombasa aux voisins du Kenya). Sept ans plus tard, le voyage sur la même route ne dure plus que 9 heures. Pour les autocars, le trajet sur la même portion de route est passé de 18 à 11 heures.

L'IDA appuie aussi les efforts des autorités pour améliorer la production, le transport et la distribution d'électricité : entre 2009 et 2011, 350 000 foyers supplémentaires ont été raccordés

9 heures

= durée actuelle du trajet entre Mombasa et Timboroa (contre 14,5 heures en 2004)

EN SAVOIR PLUS

- Site-pays (a)
- Fiche-pays
- Stratégie d'aide-pays (a)
- Données et statistiques
- Géolocalisation des projets de la Banque mondiale au Kenya (a)
- Géolocalisation des projets de développement communautaire (a)
- Parlement du Kenya (a)

(avec en moyenne 5 membres par foyer) et 1 200 km de lignes de transport et de distribution ont été construits ou remis en état. Un panachage novateur de crédits et de garanties de l'IDA, de la Société financière internationale (IFC) et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) soutient la production d'énergie thermique, géothermique et éolienne, dans l'objectif de porter les capacités de production à 600 MW. L'IDA contribue aussi à la mutation des capacités de production, pour abandonner peu à peu les solutions hydroélectriques, sensibles aux sécheresses, et les solutions thermiques, dépendantes des aléas du pétrole, au profit de technologies durables plus vertes, comme la géothermie et l'énergie éolienne. Elle a joué un rôle de catalyseur sur un don destiné à un projet de 1,3 milliard de dollars qui permettra de démarrer sous quatre ans environ la production de 280 MW d'énergie géothermique et de construire les infrastructures connexes.

L'IDA aide aussi le gouvernement à améliorer les taux de raccordement à l'eau courante et aux systèmes d'assainissement. Entre 2007 et 2011, l'accès à des sources d'eau améliorée des populations des zones couvertes par les projets qu'elle finance est passé de 27 à 50 %, le gain étant de 10 à 20 % pour les systèmes d'assainissement. Étant donné la vulnérabilité du pays à la sécheresse, l'IDA soutient aussi les initiatives visant à augmenter les capacités de stockage de l'eau et d'approvisionnement. Le programme couvre notamment, en amont, la gestion des forêts et des ressources hydriques et, en aval, le stockage et la production d'eau.

L'IDA appuie par ailleurs certains volets de la stratégie gouvernementale de réponse au changement climatique, qui comporte des mesures d'atténuation et d'adaptation. En plus de contribuer à l'optimisation de la gestion des forêts et de l'eau, l'IDA participe à la diversification des sources d'énergie, afin de substituer les énergies renouvelables aux solutions thermiques mais aussi d'améliorer l'état de préparation et la réaction du pays en cas d'urgence climatique. Ainsi, lors de la sécheresse de 2011, des ressources du Mécanisme de riposte aux crises de l'IDA ont ciblé l'agriculture, la santé, les ressources hydriques, la protection sociale, l'énergie et la réduction des risques de catastrophes.

Dans le secteur de la santé, l'IDA soutient des interventions verticales destinées à lutter contre le paludisme et endiguer la propagation du sida. La distribution de moustiquaires imprégnées est probablement le principal facteur expliquant le spectaculaire recul de la mortalité juvénile et infantile entre 2003 et 2008/2009, de respectivement 115 à 74 et 77 à 52 pour 1 000 naissances vivantes. Grâce à une approche de portée sectorielle, l'IDA soutient avec d'autres donateurs un ambitieux programme gouvernemental. Sur l'exercice 2010-2011, plus de 25,3 millions de Kenyans, dont une moitié de femmes, ont bénéficié directement de ces activités et près d'un million d'enfants ont reçu une vaccination complète avant leur premier anniversaire.

L'IDA appuie également l'intégration de la question du genre et de l'égalité des sexes dans la conception, la mise en œuvre et le suivi-évaluation de tous les projets de son portefeuille. Ce soutien va d'investissements spécifiques dans l'agriculture pour améliorer l'autonomisation économique des femmes et leur participation aux processus de décision à l'apport d'informations pour élaborer des politiques sensibles au genre dans le secteur agricole. En outre, l'IDA contribue à l'intégration de ces thématiques dans le secteur de l'eau, à travers des actions de renforcement des capacités, la collecte de données ventilées par sexe, l'élaboration d'un ensemble d'outils pour la prise en compte du genre dans les services publics urbains et, plus généralement, par le dialogue sur les politiques publiques.

Contribution de la Banque mondiale

Au mois de février 2012, le portefeuille de l'IDA au Kenya était composé de 21 projets nationaux et six projets régionaux représentant un montant total d'engagements de 2,8 milliards de dollars. Dans la lignée de la stratégie de la Banque mondiale pour l'Afrique, ce portefeuille met l'accent sur la compétitivité et l'emploi, la vulnérabilité et la résilience, avec un thème transversal crucial, celui de la gouvernance. Du fait de nouveaux engagements, s'élevant en moyenne 540 millions de dollars par an et consacrés à l'énergie, les routes et les villes, le portefeuille a grossi de 1,1 milliard de dollars sur les exercices 2010-2011. Pour l'exercice 2012, les projets prévus devraient totaliser 744 millions de dollars.

Si les prêts de l'IDA sont importants, son expertise est de plus en plus mobilisée, en complément de son programme de financement. Le Kenya ambitionnant de rejoindre les pays à revenu intermédiaire d'ici 2030 et sachant qu'il s'affranchit progressivement de l'aide étrangère, l'IDA privilégie peu à peu les apports intellectuels plutôt que financiers. Elle publie

actuellement deux fois par an ses Actualités économiques kenyanes, qui rencontrent un vif succès et ont contribué à formaliser des aspects importants des réformes économiques en cours. Elle produit par ailleurs des études sectorielles de premier plan (les plus récentes ayant traité de l'eau, de l'éducation et de la protection sociale).

Partenaires

Dans un contexte mondial très évolutif, la pertinence des interventions de l'IDA aux côtés du Kenya dépendra de plus en plus de son aptitude à mobiliser des savoirs internationaux et à les diffuser aux réseaux locaux. Ses efforts constants pour fournir des conseils neutres et désintéressés dans l'intérêt du pays lui ont permis de s'imposer, depuis peu, comme un partenaire de confiance, dévoué et pragmatique. L'IDA ne se contente pas de son rôle d'« expert » et fonctionne en partenariat avec les nombreux chercheurs et organismes kenyans qui tentent de mettre à profit les meilleures pratiques. Grâce à des partenariats avec le secteur privé, les technologies de pointe sont mobilisées au service du développement. C'est ainsi que l'IDA s'est associée avec des acteurs de la téléphonie mobile, profitant de la forte pénétration de ce moyen de télécommunications au Kenya (selon les estimations, plus de 80 % des habitants de plus de 15 ans possèdent un portable en 2010), pour mettre en place des mécanismes de transfert en espèces ciblés ou de collecte de données localisées.

La Banque mondiale a également tissé de solides relations avec les partenaires au développement du Kenya et joue un rôle clé de coordination. Le Groupe de coordination des bailleurs de fonds, coprésidé par l'IDA et l'ambassadeur d'une organisation bilatérale, se réunit tous les mois pour discuter des évolutions politiques et économiques et convenir des solutions à apporter. Outre ces échanges de haut niveau, une dizaine de groupes sectoriels coordonnent l'appui des partenaires dans des domaines spécifiques visés par le programme gouvernemental. Enfin, tous les six mois, ambassadeurs et responsables d'organismes de coopération rencontrent les membres du cabinet (sous l'égide du Premier ministre et du ministre des Finances) pour évoquer les priorités du développement lors du Forum des partenaires au développement, une structure mise en place par l'IDA en 2009.

La société civile kenyane est très dynamique. Les organisations les plus actives militent pour des causes telles que la gouvernance, les droits de l'homme, la démocratie, la lutte contre l'impunité, la liberté de la presse, les droits fonciers, la performance du secteur public, le développement humain, le VIH/sida, les droits des femmes et l'environnement. Régulièrement, l'IDA organise des rencontres et des consultations approfondies avec les responsables de ces organisations.

Perspectives

L'IDA continuera de soutenir la mutation du Kenya vers le statut de pays à revenu intermédiaire et l'aidera à franchir ce cap. À cet effet, elle maintiendra son appui aux changements structurels indispensables pour le développement du pays et pour améliorer les services en vue d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Le portefeuille de prêts d'investissement sera axé sur les infrastructures, le transport, l'énergie (et la diversification de sa production) et l'eau. L'IDA continuera aussi à apporter aux décideurs les informations qui permettront au pays d'avancer.

(a) indique une page en anglais.